

Comprendre

Comment l'Amérique a produit Donald Trump

De quoi Trump est-il le symptôme : d'une crise de la démocratie, d'un virage idéologique, de profondes transformations sociales et économiques, d'une réaction raciale à l'ère Obama ? Après le temps de la stupeur, voici venu le temps du conflit d'interprétations.

MICHAEL C. BEHRENT

Parfois les événements politiques jettent une lumière révélatrice sur les évolutions de la société, rendant visibles les transformations en profondeur voilées par la vie quotidienne. Dans ce registre, on peut penser à Mai 68, à l'élection de Barack Obama... Mais à d'autres moments, l'actualité politique rend la réalité sociale illisible et obscure.

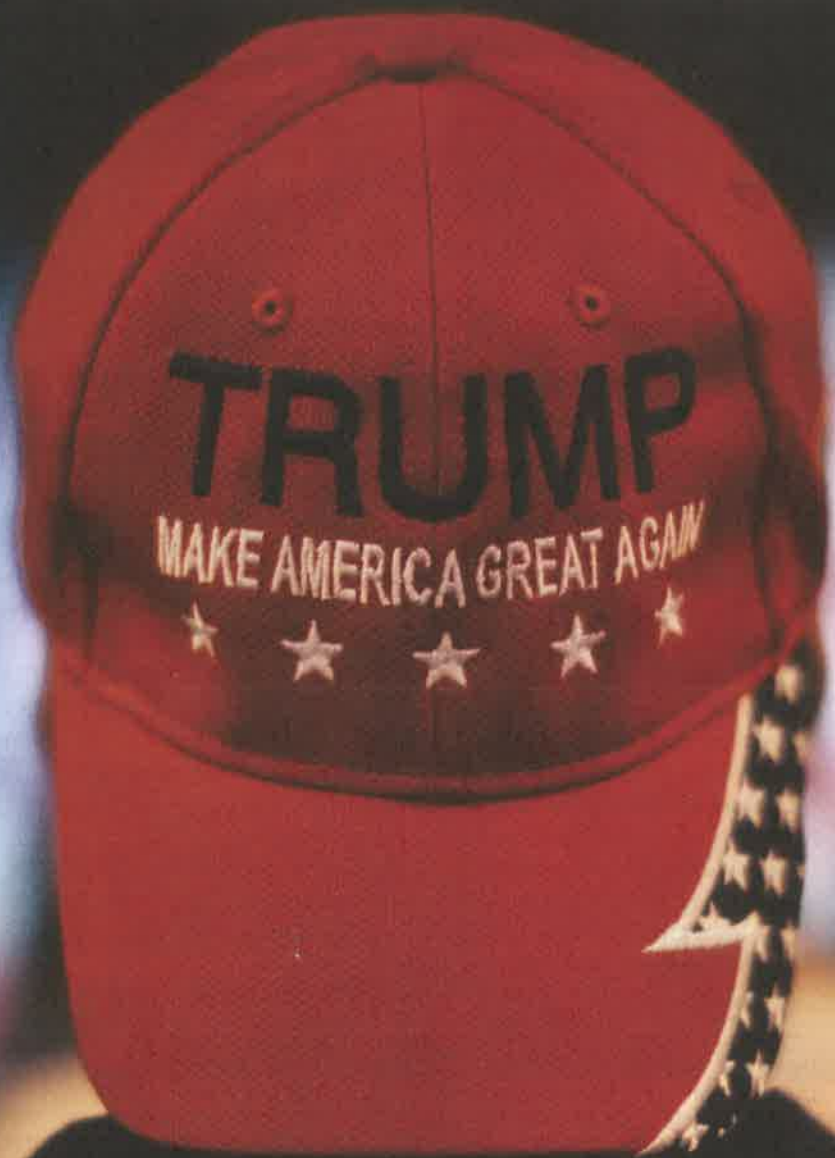
C'est dans cet esprit que de nombreux Américains ont vécu l'élection de Donald Trump en novembre 2016. Personne ne s'attendait à ce que ce personnage connu depuis plus de trente ans par le grand public atteigne un jour le sommet du pouvoir. Son caractère, son tempéra-

ment, ses qualifications ne correspondaient à aucun de ses prédécesseurs à la Maison Blanche. Ses positions semblaient en contradiction flagrante avec le programme du parti dont il portait l'étendard, tout en semblant renouer avec des passions politiques que l'on croyait éteintes. Dès le lendemain de sa victoire, ce président inattendu est devenu le phénomène qu'il fallait à tout prix expliquer. De nombreux livres viennent de sortir aux États-Unis. Le débat est lancé : quels furent les principaux facteurs qui ont porté ce personnage insolite au pouvoir ? Sur quels critères explicatifs faut-il insister : l'économie, la sociologie, le politique, l'idéologique ou les dimensions cultu-

relles ? Le phénomène Trump apparaît sous un angle différent selon la perspective par laquelle on l'aborde.

● **L'érosion intérieure de la démocratie**

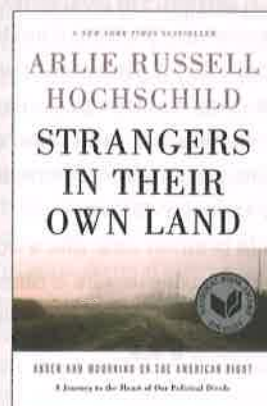
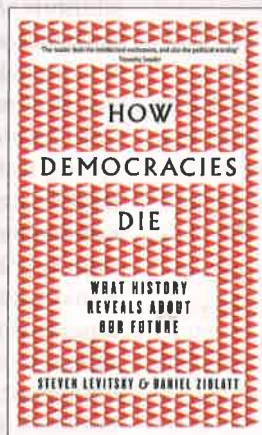
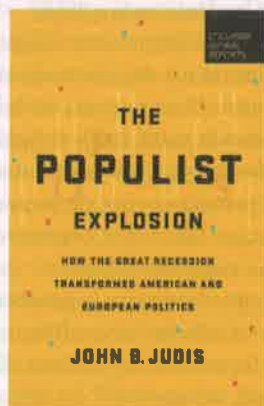
L'une des explications les plus probantes met l'accent sur l'impalpable érosion de la démocratie américaine. Depuis 2016, un spectre hante l'Amérique – le spectre de l'autoritarisme, voire du fascisme ou encore du totalitarisme. Pendant longtemps, les États-Unis semblaient avoir été épargnés par ces phénomènes qui ont si profondément marqué les années les plus sombres du 20^e siècle européen. Certes, on savait qu'il existait



Travis Dove/The New York Times/Redux/Réa

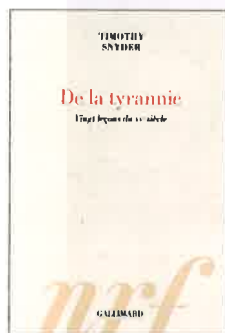
des exceptions. Pendant les années 1930, Huey Long, le gouverneur-dictateur de la Louisiane, et le père Charles Coughlin, qui a répandu sa démagogie antisémite à travers les ondes hertziennes, ont frôlé le fascisme. Et des romanciers américains, à l'instar de Sinclair Lewis et Philip Roth, se sont permis d'imaginer à quoi ressemblerait un président américain fascisant. Mais cette littérature relevait de la conjecture. Avec Trump, plusieurs historiens et politologues ont estimé que cette hypothèse entraînait d'un seul coup dans l'ordre du possible.

C'est le cas notamment de Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, deux politologues de Harvard. Le premier est un spé-



«La postvérité, c'est le préfascisme»

Dans *De la Tyrannie* (2017), Timothy Snyder, historien de Yale University et spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de l'Ukraine, soutient que



l'élection de Trump pourrait représenter un basculement des États-Unis vers l'autoritarisme. Ce petit texte se présente comme un guide pratique offrant

20 «astuces» pour survivre dans un régime autoritaire. Malgré son côté humoristique, le livre rappelle que la démocratie court toujours le risque d'être tirée, par une sorte d'érosion intérieure, vers la tyrannie.

Les Américains, selon T. Snyder, ont beaucoup à apprendre de l'expérience européenne. «*Méfiez-vous des forces paramilitaires*», conseille l'historien, avant de rappeler comment Trump, lors de ses meetings de campagne, se plaisait à encourager la violence contre les protestataires. «*Croyez en la vérité*», recommande encore Snyder, engageant ses lecteurs à ne pas se résigner face au «*fake news*», ni à s'acclimater à une ère de «*postvérité*». Pour T. Snyder, «*la postvérité, c'est le préfascisme*». Surtout, il incite ses compatriotes à s'informer sur ce qui se passe dans d'autres pays. La Russie a tenté d'influencer le résultat des scrutins en Ukraine comme aux États-Unis. La différence ? Dans le premier cas, elle a échoué ; dans le deuxième, elle a réussi son pari en raison de l'aveuglement des Américains. ■ M.B.

A lire

• *De la tyrannie. Vingt leçons du 20^e siècle*
Timothy Snyder, Gallimard, 2017.

Les grands foyers du trumpisme

Quels sont les principaux fiefs du trumpisme – ceux qui ont voté pour lui et le soutiennent dans les sondages ?

● **Rappelons tout d'abord qu'il s'agit d'un phénomène minoritaire :** en novembre 2016, Trump n'a remporté que 46,1 % du vote populaire (il gagne l'élection du fait de sa majorité de voix des grands électeurs). Depuis qu'il est président, Trump a un taux d'opinions défavorables se situant généralement entre 52 et 55 %. Trump n'est donc soutenu que par une minorité ; toutefois le soutien de cette minorité peut être intense.

● **Le Sud et l'Ouest :** Trump a gagné tous les états du Sud sauf la Virginie, et tout le grand Ouest (côte Pacifique exceptée) à part le Nouveau-Mexique, le Colorado et le Nevada.

● **Le monde rural :** en 2016, Trump a mobilisé près des deux tiers des électeurs vivant à la campagne ou dans des zones pavillonnaires. L'orientation démocrate des comtés

urbains (+ de 500 000 habitants) s'est quant à elle accentuée.

● **Les évangéliques :** si Trump lui-même est peu religieux, il est massivement soutenu par le courant protestant évangélique, qui le voit comme un bouclier pour protéger les valeurs conservatrices et chrétiennes. En 2016, 80 % des évangéliques blancs ont soutenu Trump.

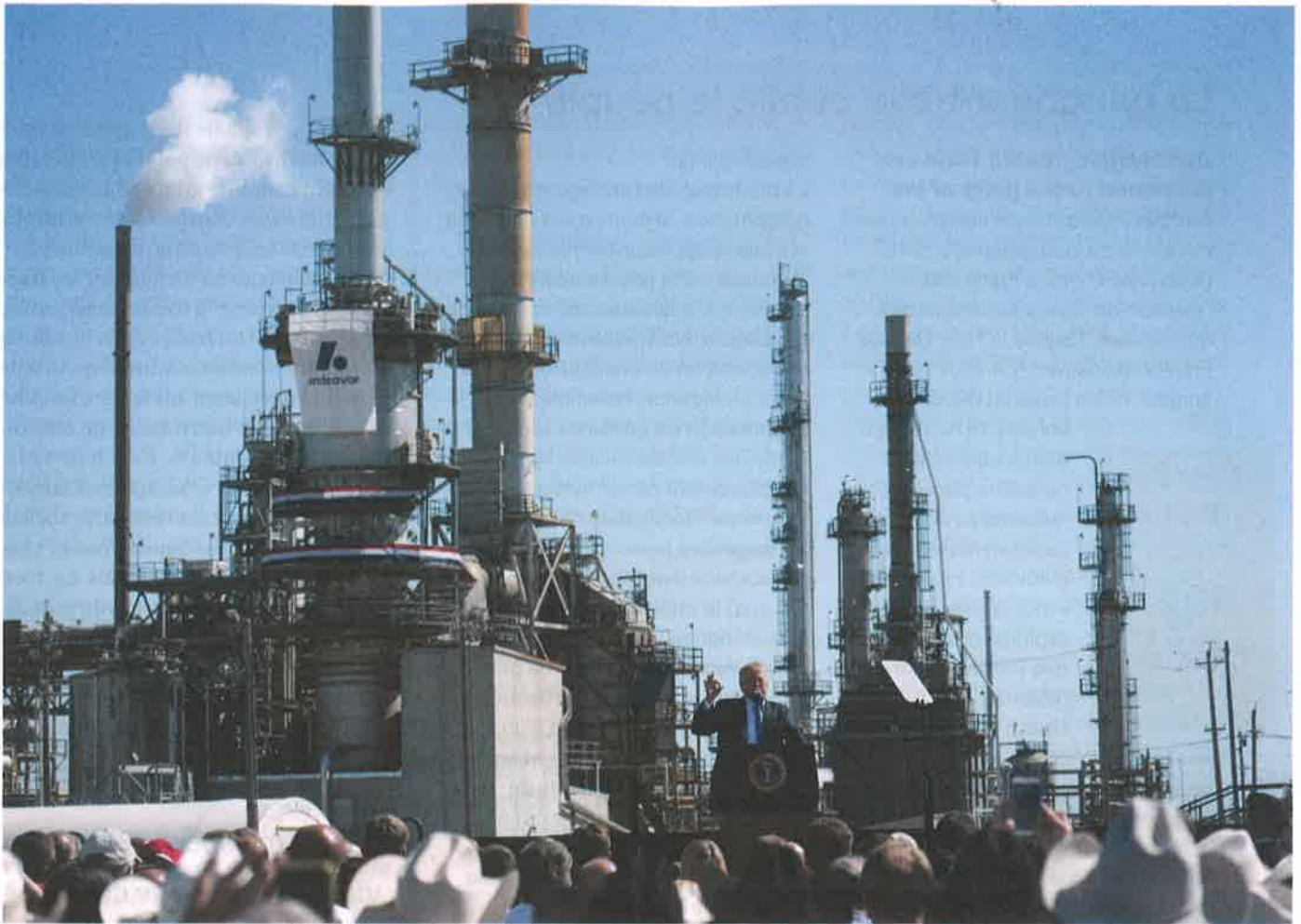
● **Les hommes :** 53 % des hommes ont voté pour Trump en 2016, contre 41 % pour Clinton, tandis que les femmes ont soutenu Clinton à 54 % contre 42 %.

● **Les non-diplômés :** en 2016, les électeurs sans diplôme universitaire ont préféré Trump à un taux de 52 % contre 44 %.

● **Les Blancs :** 58 % des Blancs (non hispaniques) ont déposé un bulletin pour Trump, contre 37 % pour Clinton. ■ M.B.

cialiste de l'Amérique latine, le deuxième expert sur l'Europe contemporaine – des connaissances qu'ils mobilisent pour comprendre le déclin progressif de la démocratie américaine. Leur nouveau livre, qui fait grand bruit aux États-Unis, s'intitule : *How Democracies Die* (*Comment meurent les démocraties*, 2018). Si S. Levitsky et D. Ziblatt reconnaissent que la démocratie est depuis toujours vulnérable aux démagogues et aux tyrans, ils insistent aussi sur le fait que les démocraties les plus robustes ont su développer des mécanismes de protection. En premier lieu, elles disposent d'institutions capables d'exercer des fonctions de gardiennage (« *gatekeeping* ») vis-à-vis de forces politiques antidémocratiques ou extrémistes. En France, il s'agit par exemple du mécanisme du « front républicain » face à l'extrême droite. Aux États-Unis, ce rôle

fut longtemps exercé par les deux grands partis politiques, le Parti démocrate et le Parti républicain, qui filtrent l'offre politique de leurs éléments les plus perturbateurs. Mais selon ces deux auteurs, ce sont avant tout des normes implicites qui protègent la démocratie, plus que des lois et règles explicites. Ils citent deux normes implicites à la démocratie, particulièrement importantes à leurs yeux : la « tolérance mutuelle », c'est-à-dire le fait de reconnaître sa légitimité à l'adversaire – et ce qu'ils appellent le « *restraint* » (« *forebearance* »), c'est-à-dire la capacité à se restreindre quand on a le pouvoir, à ne pas chercher à en tirer le maximum de profit, quand bien même ce pouvoir est exercé en toute légalité. Ainsi, dans une démocratie en bonne santé, une législature ayant le droit de destituer l'exécutif ne se résoudra à le faire que dans des cas



Doug Miller/The New York Times/Redux/Rea

Mandan (Dakota-du-Nord), 6 septembre 2017. Le président américain Donald Trump en campagne pour vanter sa réforme fiscale devant les personnels de la raffinerie Andeavor.

tout à fait exceptionnels, de même qu'un exécutif ayant le droit de gouverner par décret n'exercera cette option que rarement, au risque de contrarier la législature. Quand ces deux normes se raréfient, c'est un signe que la démocratie se porte mal. Selon S. Levitsky et D. Ziblatt, c'est ce qui s'est passé aux États-Unis : ces règles implicites se sont affaïssées depuis un certain temps. Les primaires ouvertes et la dérégulation du système de financement des campagnes politiques ont ensuite affaibli le rôle de gardiennage des partis politiques, rendant possible l'OPA de Trump sur le Parti républicain. C'est donc la crise de la démocratie qui a produit Trump, et non le contraire.

● Le ressentiment de l'Amérique populaire

L'analyse de S. Levitsky et D. Ziblatt repose sur une conception élitiste de la

démocratie : la démocratie fonctionne correctement, selon eux, quand elle n'offre pas trop de choix – quand elle n'est pas trop démocratique, en somme. Mais si c'était l'inverse ? Et si justement la politique du consensus ne répondait plus aux attentes des citoyens ? Et si la victoire de Trump signifiait un ras-le-bol du peuple, qui souhaite que la politique se fasse autrement qu'en une respectueuse délibération entre élites ?

Ces questions sont prises en compte par des auteurs qui trouvent que Trump, tout comme les autres représentants de la déferlante populiste qui s'est abattue sur le monde occidental depuis une décennie, incarne une réaction politique contre le néolibéralisme et la mondialisation. Le journaliste John Judis, dans son livre *The Populist Explosion. How the great recession transformed American and European politics* (*L'Explosion*

populiste. Comment la grande récession a transformé la politique américaine et européenne, 2016) rappelle que ces mouvements ont accepté le jeu démocratique. Les qualifier de fasciste tend à disqualifier des revendications légitimes jusqu'alors peu prises en compte. On peut se plaindre de la vulgarité et de la violence du discours, mais Trump, en attaquant les délocalisations et en réclamant des mesures protectionnistes, prêle sa voix à une réalité vécue par de nombreux Américains, à une époque où les multinationales ont éliminé 2,9 millions d'emplois aux États-Unis tout en en créant 2,4 millions dans d'autres pays. De même, sans céder à la xénophobie, on peut admettre avec Trump que l'immigration suscite des inquiétudes, notamment celle de tirer les salaires vers le bas et de contribuer à délégitimer l'État social. À prendre de haut ses idées en ►

La gauche a-t-elle oublié le peuple ?

Dans *Listen, liberal. What ever happened to the party of the people?* (Écoutez, le libéral : qu'est devenu le parti du peuple ?, 2016),

l'essayiste Thomas Frank met l'élection de Trump sur le dos des démocrates. Depuis le New Deal de Franklin Roosevelt (pendant les années 1930) jusqu'au début des années 1970, le Parti démocrate avait un caractère populaire : il rassemblait une coalition hétéroclite d'ouvriers industriels et syndicalisés, de petits exploitants agricoles, et des minorités ethniques urbaines.

Mais à la sortie des années 1960, cet électorat a amorcé un virage idéologique : il s'est montré plus conservateur sur les questions culturelles (le féminisme, la libéralisation des mœurs, etc.). Le Parti démocrate a cherché l'appui d'un électorat plus jeune et diplômé, « en phase » avec l'époque et susceptible de mobilité sociale. T. Frank surnomme cette population la « classe professionnelle » : ces entrepreneurs, ingénieurs et autres avocats qui ont adopté le libéralisme culturel des années 1960, tout en accueillant avec enthousiasme le nouvel esprit du capitalisme des années 1980-1990. Personne n'a mieux incarné cette classe professionnelle que le

couple Clinton.

La promotion de l'intelligence, de la compétence, le soutien aux minorités sont devenus incontournables, au détriment de la priorité accordée autrefois à la défense des intérêts des travailleurs. Non seulement les Clinton ont contribué au démantèlement de l'État providence, notamment avec la suppression de certaines allocations destinées aux démunis et leur remplacement par un système de « *workfare* » (obligation de travailler en échange des aides de l'État) mais ils ont soutenu avec énergie (comme Obama) la ratification des traités de libre-échange (notamment l'Aléna en 1994). Ainsi l'ancien parti du peuple est-il devenu, aux yeux de beaucoup d'Américains, le champion d'un « libéralisme des riches (1) » et non plus les protecteurs des intérêts du peuple. Et si personne n'a cru en la victoire de Trump, c'est parce que cette même classe professionnelle rédige les tribunes et contrôle les médias, devenus, selon T. Frank, instruments de propagande clintoniens. Pour lui, la conclusion s'impose : les démocrates devraient rompre avec le néolibéralisme, seule manière selon lui de repartir à la conquête de l'électorat populaire cédé à la droite. ■ M.B.

(1) Thomas Frank, « Donald Trump is moving to the White House, and liberals put him there », *The Guardian*, version en ligne (édition US), le 9 novembre 2016.

► les qualifiant d'antidémocratiques et racistes, on risque d'ignorer la fonction représentative qu'ils incarnent. Pour mieux comprendre cet électorat, le sociologue Arlie Russell Hochschild, de l'université de Californie à Berkeley, a décidé d'habiter pendant une année dans une zone côtière de la Louisiane, haut lieu du « Tea Party », ce mouvement antiétatiste dirigé originellement contre la réforme de la santé proposée par le président Obama qui alimentera par la

suite l'électorat de Trump. Elle raconte son séjour dans *Strangers in Their Own Land. Anger and mourning on the American right* (Étrangers dans leur propre pays. Colère, deuil, et la droite américaine, 2016). A.R. Hochschild a choisi cette région où la population (blanche, populaire, ou de classe moyenne) a clairement pâti d'une dégradation environnementale (avec les problèmes de santé qu'elle implique), due aux pratiques des grandes entreprises de pétrole et de gaz

naturel qui exploitent la région. Malgré ces difficultés, cette population accable l'État plutôt que les grandes compagnies pétrolières, et soutient avec enthousiasme le conservatisme. Pourquoi ?

Cette recherche en dit long sur les fractures qui divisent la société américaine. Ce que A.R. Hochschild recherche à travers ses nombreux entretiens, qu'elle raconte en insistant sur la personnalité et la trajectoire individuelle de chacun de ses interlocuteurs, c'est leur « histoire souterraine » (« *background story* ») : leur récit collectif sur l'état de la société américaine, et dans lequel s'insère chacun de leurs récits individuels. Ce récit collectif, forgeant une vision du monde, relève davantage du registre émotionnel que des faits. Celui que A.R. Hochschild reconstruit – et qu'elle a confirmé auprès de ses sources – concerne leur concep-

◆
Chacun espère avoir une vie meilleure que celle des générations précédentes, sur le plan matériel aussi bien que sur le plan moral.

◆
tion actuelle du « rêve américain ». Chacun espère avoir une vie meilleure que celle des générations précédentes, sur le plan matériel (salaire, sécurité) aussi bien que sur le plan moral (respectabilité, etc.). Seulement, le rêve traîne en longueur... et ces Louisianais attendent en vain qu'il se réalise. Surtout, ils se rendent compte que dans la file d'attente, certains passent devant. Ceux-ci sont souvent des Noirs, des femmes, des immigrés, ou des réfugiés. L'élection d'un président noir ne fait que confirmer cette impression.

Peu à peu, ils commencent à se sentir trahi. Ils n'ont rien contre la réussite des minorités ou des femmes – mais cela semble injuste qu'ils ne fassent pas la

queue comme tout le monde. Pire, ceux qui attendent patiemment se font traiter de « racistes » ou « ploucs » par ceux qui sont déjà « arrivés ». C'est ainsi qu'un certain nombre d'Américains, selon la belle formule d'A.R. Hochschild, ont fini par se sentir comme « étrangers dans leur propre pays ». Quand Trump tonne son slogan – « *Make America great again* » (rendre l'Amérique à nouveau grande) –, il parvient à mobiliser les émotions enfouies. La leçon d'A.R. Hochschild n'est pas qu'il faut accepter les conclusions de ses interlocuteurs, mais qu'il faut éviter de les caricaturer : une meilleure compré-

hension de l'autre, quand bien même ses opinions choquent, est essentielle à la démocratie.

● Un profond clivage racial

Mais se pourrait-il que cet effort pour mieux comprendre cet électorat cache un clivage plus important ? Telle est l'opinion de Ta-Nehisi Coates, l'un des intellectuels les plus discutés aux États-Unis. Selon T.-N. Coates, cette insistance sur le mépris dont cette population blanche et rurale serait l'objet obscurcit un fait flagrant : l'extrême « blanchitude » du vote trumpiste. S'il est vrai que Trump a rem-

porté le vote des Blancs gagnant moins de 50 000 dollars par an (avec une avance de 20 % sur Hillary Clinton), il a aussi remporté les voix des Blancs gagnant entre 50 000 et 100 000 dollars (avec un avantage de 24 %) et ceux des plus riches, qui gagnent plus de 100 000 dollars (avec une avance de 14 %). Bref, si seuls les Blancs avaient voté, Trump aurait remporté l'élection très haut la main.

Pour T.-N. Coates, l'accent mis sur la classe ouvrière blanche est finalement un argument refuge. Il permet d'ignorer que « *le racisme demeure, comme c'est le cas depuis 1776, au cœur de la vie politique du pays* » alors même que la gauche préférerait parler des inégalités économiques, beaucoup moins dérangeantes. En assumant si ouvertement un discours de suprémaciste blanc, en attirant un électorat dont la couleur de peau tient lieu d'identité, Trump mérite l'étiquette, selon T.-N. Coates, de « premier président blanc ». Son élection pourrait ainsi s'expliquer par une sorte de réaction blanche au premier président noir, Barack Obama. Elle cristalliserait les angoisses de ceux qui continuent à épouser, inconsciemment ou pas, les hiérarchies raciales sur lesquelles le pays fut fondé. Trump, ou le racisme comme horizon indépassable de la société américaine.

Le conflit entre ces différentes interprétations est à la hauteur des controverses que suscite le président Trump lui-même. Sa victoire fut-elle le symptôme de la persistance de clivages raciaux, ou bien d'une lutte des classes sociales ? Son élection est-elle avant tout liée à la modification du fonctionnement des institutions politiques, ou traduit-elle plutôt l'évolution de la structure de la société américaine ? Trump est-il une aberration provisoire du système politique, ou laissera-t-il une marque permanente sur le paysage politique du pays ? D'une manière ou d'une autre, Trump contraint les Américains à interroger leur modèle démocratique. Pour comprendre leur pays, ils sont obligés d'intégrer des facteurs et des éventualités que, jusqu'à récemment, ils préféraient ignorer. ■

Le populisme de Donald Trump

Il est de rigueur de décrire Trump comme « populiste ». Mais que faut-il entendre au juste par cette expression ?

Rappelons d'abord que ce terme appartient à l'histoire politique des États-Unis. « *Populist* » renvoie à un parti politique, le People's Party formé en 1887. Il représenta des agriculteurs du Midwest et du Sud menacés par le développement d'une agriculture capitaliste et exclus des marchés du crédit. On parla alors de « révolte populiste ».

Ce populisme se distingue donc de son acception européenne, qui se réfère surtout à des mouvements de la droite nationaliste et xénophobe. Récemment, face à la montée de mouvements se réclamant du populisme, des chercheurs ont tenté de théoriser ce concept. Pour les philosophes politiques Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, « *le populisme n'est pas une idéologie, c'est une forme de construction de la politique* » qui établit une « *frontière entre ceux d'en bas et ceux d'en haut* » (1). Selon le politologue Jan-Werner Mueller, c'est justement ce trait-là qui rend le populisme antidémocratique : en se réclamant du « vrai peuple » (sous-entendant ainsi que celui-ci ne correspond pas au

peuple entier), le populisme rejette le pluralisme, soit le principe selon lequel la politique a vocation de représenter une multiplicité d'intérêts.

Trump semble ainsi populiste par certains côtés, tout en ne l'étant pas par d'autres. Il a mobilisé une population se sentant menacée par la mondialisation et ignoré les élites politiques et financières. Mais plutôt que de créer son propre mouvement, il a réussi à prendre en main un des grands partis existants. En s'appropriant le langage de l'*alt-right* (l'extrême droite américaine), il a attaqué les élites « *globalist* » (mondialisés), ainsi que les immigrés, au nom des « vrais américains ». Mais comme président, il a nommé des ministres issus du monde de la finance – son ministre de l'Économie, Steven Mnuchin, a travaillé longtemps dans une grande banque d'investissement – et soutient le programme économique libéral des républicains au Congrès. ■ M.B.

(1) Chantal Mouffe, « Pour un populisme de gauche », *Le Monde*, le 20 avril 2016.